

LE DÉBAT QUI N'AURA PAS LIEU

(dans la suite de l'éditorial de Dominique Seux sur France Inter, 20 avril)

Impossible

Un débat sur les enjeux existentiels que devront affronter la présidence, et le pays : les ruptures majeures qui nous attendent, sur tous les fronts – avec en fond de décor le chaotique, le systémique, les surprises totales, l'inconnu. Et ce que l'on va mobiliser pour y naviguer collectivement.

Trop loin du bocage verdoyant où coule paisiblement la rivière, nourrissant une prospérité partagée.

Ruptures des digues

Climat avec ses attaques foudroyantes, santé publique en mode submersion, implosions technologiques, guerre sans frontières... Dissolution du collectif, ruée éperdue dans les réalités alternatives, fuite de protection dans l'aveuglement, éruptions hebdomadaires de violence...

Agenda

Autant de fronts, tous reliés, pour lesquels organisations, citoyens, responsables, ne sont pas préparés et, le plus souvent, n'entendent pas l'être. Autant de fronts de haute intensité qui détermineront radicalement tous les autres thèmes de réflexion, à commencer par le « pouvoir d'achat » – impossible à penser et travailler en dehors d'un tableau général de haute turbulence. Autant de défis qui exigeraient inventions, mobilisations, préparations, mutations.

Questions

Comment êtes-vous préparé/e à naviguer dans ces tempêtes ?

Quels seront vos repères et vos principes de pilotage ?

Avec qui et comment conduirez-vous le navire ?

Que mettrez-vous en place pour nous préparer collectivement à ces rendez-vous qui ne nous attendront pas ?

Que disent les dernières crises de votre capacité à conduire ou à critiquer au bord de l'abîme ?

Ferez-vous un referendum pour savoir ce que veut le Peuple quand une pandémie nous submerge, et que l'oracle sondagier clame « Vaccin non merci ! », « Masque liberticide ! » ?

Inimaginable

Seule est tolérable, aussi bien pour le spectateur que pour le média, la course convenue dans les couloirs déjà fixés, attendus, garantis conformes.

Et qui voudrait déroger à ce droit de retrait collectif le ferait à ses dépens.

Rompre avec l'évitement consensuel vaudrait condamnation instantanée et disqualifiante. Ces territoires sont trop inquiétants – donc ne sont pas, puisqu'ils ne doivent pas l'être.

Après nous le déluge

On attendra la suite, en laissant aux prestidigitateurs élus, le soin de se débrouiller avec l'impensé qui ne devait pas affleurer sur l'écran plat de la télé. Se débrouiller avec la colère de tous ceux qui ne voulaient pas entendre parler de tout ce qui aurait porté atteinte à la quiétude tranquille du bocage verdoyant de la France éternelle.